

DES OPÉRATEURS NATIONAUX SOULEVÉNT LES DIFFICULTÉS À L'EXPORT

Les réponses du ministère du Commerce

Des exportateurs nationaux ont soulevé hier les difficultés qu'ils rencontrent dans leurs activités à l'export. Des réponses ont été formulées par le ministère du Commerce concernant notamment l'accès des produits algériens aux marchés voisins, l'étiquetage en langue arabe des produits importés, ... En signalant qu'un texte réglementaire va codifier les crédits à la consommation.

Chérif Bennaceur - **Alger (Le Soir)** - A l'initiative du Forum des chefs d'entreprises (FCE), le secrétaire général du ministère du Commerce, Amar Boularak, a rencontré hier à l'hôtel Hilton à Alger des opérateurs économiques nationaux. L'occasion pour ces derniers de soulever moult contraintes entravant leurs activités à l'export dont des difficultés liées à la mise en œuvre de l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (pertes financières, blocages administratifs, ...). Ces exportateurs et opérateurs ont également mis en avant les difficultés d'exportation et du transport maritime vers l'Afrique, le manque de réactivité et lobbying algérien en Afrique, ainsi que le différentiel entre la taxation douanière en Algérie (0%) de produits importés de Tunisie et

celle en Tunisie (15%) de produits algériens, lésant l'accès de ces produits aux marchés voisins, ainsi que la contrainte de l'obligation d'étiquetage en langue arabe des articles informatiques notamment. Voir, entre autres griefs soulevés, les incohérences de la taxation interne et les difficultés d'exportation du café vert, les contraintes à l'exportation de la datte algérienne, notamment la Deglet noir (dont la production avoisine les 560 000 tonnes), les contraintes de taxation en matière de fabrication et importation de produits et intrants textiles.

La convention algéro-tunisienne de 1987 dénoncée

Des préoccupations que le représentant du ministère du Commerce a affirmé partager, en exprimant la disponibilité de son département à envisager l'étude au



Photo : DR.

cas par cas des problèmes. Tout en reconnaissant l'existence de « pesanteurs, lenteurs », dues selon lui aux « séquelles de l'économie administrée qui freinent le développement des exportations », Amar Boularak a néanmoins noté l'absence d'interlocuteurs avisés, voire le manque de communication au niveau des exportateurs. A propos du différentiel de taxation douanière dans le Maghreb, l'hôte du FCE a indiqué que le ministère du Commerce a dénoncé la convention algéro-tunisienne de 1987 qui « fonctionne à sens unique ». A ce propos, il a constaté « la flexibilité » dont bénéficient les pays membres de l'OMC (comme la Tunisie) par rapport à ceux qui négocient leur accession (tels l'Algérie). Et d'insister sur la nécessité des négociations au plan bilatéral et multilatéral maghrébin, en appelant les opérateurs à soumettre des propositions. En notant que la création d'une zone arabe de libre-échange bute sur l'absence d'un accord interarabe sur les règles d'origine.

L'étiquetage en arabe reste obligatoire, mais la souplesse est possible

Concernant l'étiquetage obligatoire en langue arabe, Amar Boularak a insisté sur

la nécessité d'informer les consommateurs dans leur langue originelle et de les protéger. Tout en appelant les importateurs à davantage de « professionnalisme » et à s'entendre avec leurs fournisseurs dans le cadre de leurs relations contractuelles. En précisant que l'étiquetage dans les enceintes portuaires reste non toléré pour éviter qu'elles ne soient encombrées. Cependant, Amar Boularak a affirmé la disponibilité de l'administration à être à l'écoute, la souplesse et des solutions palliatives étant possibles. Par ailleurs, Amar Boularak a souhaité la mise en place d'un financement à frais partagés avec la Banque mondiale pour le financement des exportations hors hydrocarbures. Concernant la question du café vert, il a expliqué que ce problème concerne l'application des règles d'origine. Il a également estimé que la révision de la taxation douanière et fiscale, des matières premières et produits finis, est liée à la nécessité d'une solidarité et communauté d'intérêts entre opérateurs. Concernant la datte, Amar Boularak a fait état de l'important soutien dont elle bénéficie, d'une labellisation et intégration au financement du Fonds de soutien à la promotion des

exportateurs (FSPE) possibles. En rappelant la restructuration du FSPE, avec élargissement de la prise en charge à 8 rubriques (le soutien allant de 25% à 50% et 80% selon la nature des actions, en attendant la parution d'un ultime arrêté ministériel).

Les crédits à la consommation codifiés

Cette rencontre a permis également au représentant du ministère du Commerce d'indiquer qu'un texte réglementaire, en cours de concertation, va donner un ancrage juridique aux crédits à la consommation. Soutenu par l'objectif de prévenir le surendettement des ménages, ce texte devra définir le seuil au-delà duquel tout ménage ne pourra pas s'endetter. Un autre texte réglementaire, soumis à maturation, renforcera, par ailleurs, la sécurité et prévention des risques en matière de consommation des produits industriels, en comblant le vide juridique en matière d'évaluation des risques. Cela outre la dépénalisation des infractions à la protection des consommateurs et institution d'une amende transgicative au lieu d'une sanction judiciaire. En outre, Amar Boularak a rappelé qu'un texte de loi sur la concurrence, examiné au Parlement, prévoit de rattacher le Conseil national de la concurrence (CNC) au ministère du Commerce. Ce texte élargit aussi le nombre des membres du CNC à 11 dont deux représentants du monde des affaires, élargit les dispositions de la loi sur la concurrence aux marchés publics, plafonne la part de marché à 45%. Un second texte législatif, relatif à la protection du consommateur, définit le contrôle de conformité.

D'autres mesures réglementaires en voie

d'élaboration

Faisant état de l'élaboration de 40 textes d'application, Amar Boularak a évoqué la finalisation et enrichissement en cours d'un avant-projet relatif à la franchise, de l'assouplissement en matière de facturation obligatoire, de la limitation de l'organisation de foires et quinze semaines commerciales à deux manifestations par an et par commune.

D'autres dispositions prévoient d'élargir la lutte contre la contrefaçon aux frontières aux produits industriels, outre les produits alimentaires et cosmétiques, l'assouplissement des conditions de délivrance du registre du commerce (délivrance en temps réel pour les assujettis, même si l'obligation de publicité légale des comptes sociaux est maintenue).

Plus de 2 milliards de dollars de subventions des produits alimentaires

Par ailleurs, deux décrets en cours d'enrichissement concernent création, organisation et gestion des enceintes commerciales, en vue de protéger le commerce de proximité, ainsi que les techniques de publicité et diffusion.

Evoquant la régulation commerciale par les prix, Amar Boularak a indiqué qu'un montant de 163 milliards de dinars (environ 2 milliards de dollars) a été octroyé pour la compensation des prix de trois produits alimentaires (farine pour panification, lait pasteurisé et semoule). Selon le représentant du ministère du Commerce, une éventuelle compensation des prix des huiles alimentaires et de certains légumes secs (pois-chiches, haricots et lentilles), dans le cadre de l'aide à la décision, coûterait 35 milliards de dinars.

C. B.

SÉMINAIRE DE FORMATION

EN MARKETING

Les techniques d'accueil en débat dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme à Béjaïa

Initié par l'Agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise (ANDPME) en collaboration avec la DPMEA de Béjaïa et la cellule transfert et pérennisation de la PME, antenne centre-est de Sétif, la salle de conférences de l'hôtel le Zéphyr a abrité mardi dernier un séminaire de formation au profit des hôteliers et des agences de tourisme de Béjaïa sous le thème « les techniques d'accueil ». Encadré par un consultant et expert en marketing, le séminaire de formation a été une occasion aux participants de s'imprégner de la maîtrise des règles de l'accueil, l'acquisition des réflexes comportementaux de l'accueil. Outre l'amélioration des « qualités d'écoute », la journée de formation ambitionne aussi d'initier les séminaristes à « la maîtrise de la communication » ainsi qu'au traitement de la demande de la clientèle à même de donner une « image positive et professionnelle » de leurs établissements. Le séminaire de Béjaïa s'inscrit selon M. Issad Mohammed, chef d'antenne centre-est, dans le cadre de l'application du programme national de mise à niveau des entreprises, engagé par le ministère de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat et piloté par l'Agence nationale de développement de la PME. « Le programme qui s'étale sur six ans est doté d'un fonds spécial d'un milliard de dinars par année avec comme objectif majeur l'accompagnement des PME dans une démarche de perfectionnement de leur compétitivité en s'alignant sur les standards internationaux », a souligné M. Issad.

Le même programme qui vise aussi à « l'amélioration de l'environnement immédiat et les structures d'appui aux PME concerne tous les aspects immatériels à même de soutenir les PME en activité depuis au moins deux ans et n'ayant pas de difficultés financières », précise encore le même responsable de la cellule de transfert et pérennisation de la PME tout en révélant que 25 entreprises de la région ont formulé des demandes de mise à niveau dans le but de perfectionner leurs performances. Les entreprises en question actives dans le secteur de la transformation des matières plastiques, fabrication métallique, l'industrie agroalimentaire et le BTH. « Une mise à niveau qui permettra à ces PME de s'inscrire dans une dynamique de perfectionnement des performances pour être compétitives et faire face à la concurrence », ajoute M. Issad Mohammed.

A. Kersani

ELLE COÛTERA 400 000 DOLLARS Lancement d'une étude sur les potentialités économiques de la Transsaharienne

Une étude portant sur l'identification des potentialités des échanges économiques et commerciaux le long du tracé de la Transsaharienne sera lancée incessamment par un groupement de bureaux d'études algéro-koweïtien, TAEP-CEGEP, retenu suite à un appel d'offres national et international.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)

Le contrat relatif à cette étude a été signé hier à Alger entre le secrétaire général du Comité de liaison de la route Transsaharienne (CLRT) et le représentant du groupement algéro-koweïtien en marge de la 49^e session du CLRT dont les travaux ont été ouverts pour deux jours par le ministre des Travaux publics Amar Ghoul. Financée à hauteur de 400 000 dollars améri-

cains grâce à un don de la Banque arabe de développement économique, l'étude sera achevée dans un délai d'une année. Elle devra définir les perspectives de développements de la coopération économique entre les six pays concernés par cette route (Tunisie, Algérie, Mali, Niger, Tchad et le Nigeria). Une coopération qui est actuellement à un niveau très faible puisqu'en 2007, le volume des

échanges entre l'Algérie, le Mali et le Niger n'a pas dépassé les 10 millions de dollars. Le projet de la Transsaharienne s'étend d'Alger à Lagos, capitale du Nigeria, sur une longueur de 4500 km. La partie algérienne est longue de 3400 km, dont 2840 km ont été achevés et revêtus. Le programme quinquennal 2005-2009 a accordé un crédit de 64,2 milliards de dinars à ce projet soit près de 1 milliard de dollars pour son achèvement total. Deux tronçons, l'un entre Tamanrasset et In-Guezzam sur 170 km et l'autre entre Siat et la frontière algéro-malienne sur 380 km, sont en cours de réalisa-

tion. En 2007, la Transsaharienne a été reclassée en voie express Nord-Sud notamment pour la partie reliant la capitale à Ghardaïa sur plus de 450 km. Cette route constituera, selon Amar Ghoul, « un espace de paix, de stabilité, de développement économique et de rapprochement entre les peuples ». Elle sera, ajoute le ministre des Travaux publics, un vecteur de développement important non seulement le long du tracé mais également autour des liaisons routières auxquelles elle sera raccordée à travers les différentes régions du pays.

L. M.